PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 Septembre 2020

ORDRE DU JOUR

- 1 – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRECEDENT CONSEIL MUNICIPAL
- 2 – FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE MUNICIPALE
- 3 – GESTION DES LISTES ELECTORALES
- 4 – COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS
- 5 – STATION D'EPURATION
- 6 – PUP UCHANE
- 7 – FINANCES
- 8 – SYMIELECVAR
- 9 – PANNEAU D'INFORMATION
- 10 – PERIMETRE DES BATIMENTS DE FRANCE
- 11 – DOMAINE ET PATRIMOINE
- 12 - DECISIONS DU MAIRE
- 13 – QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 h 30.

Présents :

M. FAURE Antoine, Maire

MM. ROUX Marlène, HUGOU Rémy, TERRASSON Marie Christine, VINCENTELLI Patrick - Adjoints.

MM. BONAVENTURE Marie-Françoise, CIOFI Jean-Pierre, DAUPHIN Christine, FOTTORINO Régine, GENDRY Patrick, JAUBERT Léone Monique, MEYERE Xavier, POCLET Cécile, VIRY Roland - Conseillers.

Absents excusés : M. PANTEL Bernard,

Mme DARTUS Monique	procuration	Mme TERRASSON Marie Christine
--------------------	-------------	-------------------------------

M. MEYERE Pierre	procuration	M. FAURE Antoine
------------------	-------------	------------------

M. IVORA Gérard	procuration	Mme DAUPHIN Christine
-----------------	-------------	-----------------------

Mme SANCHEZ Laurianne	procuration	Mme ROUX Marlène
-----------------------	-------------	------------------

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Monsieur le Maire demande des volontaires pour assurer le secrétariat de séance, Madame ROUX Marlène se présente et est élue.

Avant l'ouverture de la séance, Madame TERRASSON Marie Christine prend la parole pour remercier tous les élus qui se sont mobilisés pour remplacer dans les écoles, les employés placés en maladie lors des cas de COVID.

1 – PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL DU 10 JUILLET 2020

Monsieur le Maire rappelle les différents points abordés lors des séances.

Aucune observation n'ayant été faite, le procès-verbal est adopté à l'unanimité par les membres du conseil.

2 – FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE MUNICIPALE

Modification du règlement intérieur

Monsieur le Maire rappelle :

L'article L.2121-8 du code général des collectivités territoriales rend obligatoire pour les communes de 1 000 habitants et plus l'adoption d'un règlement intérieur.

La délibération n° 2020-62 en date du 11 juin 2020 adoptant le règlement intérieur du Conseil Municipal,

Il donne connaissance du recours gracieux rédigé par la Préfecture en date du 11 août 2020 invitant le Conseil municipal à procéder au retrait de la délibération n° 2020-62 et à prendre une nouvelle délibération conforme aux dispositions de l'article L.2121-12 du CGCT,

Le conseil à l'unanimité, adopte le règlement intérieur ci-annexé.

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

CHAPITRE 1 – Réunions du Conseil Municipal

Article 1 : Périodicité des séances (CGCT, article L 2121-7 et L 2121-9)

Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Les réunions du conseil municipal se déroulent dans les locaux de la mairie.

Le conseil municipal peut également se réunir et délibérer, à titre exceptionnel, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que le lieu choisi, obéit à certaines caractéristiques : ne pas contrevenir au principe de neutralité, offrir les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et permettre d'assurer la publicité des séances. Le préfet en sera préalablement informé par le Maire.

Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est par ailleurs tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours sur demande motivée du préfet ou du tiers des membres du conseil municipal.

Article 2 : Convocations (CGCT, articles L.2121-10, L.2121-11 et L.2121-12)

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour de la séance.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la séance, qui se déroule, sauf exception, à l'endroit défini à l'article 1^{er} du présent règlement.

La convocation est mentionnée au registre des délibérations et est affichée (*ou* publiée). Elle est transmise de manière dématérialisée, ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à son domicile ou à une autre adresse, trois jours francs au moins avant celui de la réunion.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider du renvoi de la

discussion, pour tout ou partie, à une séance ultérieure.

Article 3 : Ordre du jour (CGCT, article L.2121-10)

L'ordre du jour est fixé par le maire. Il apparaît sur la convocation du conseil municipal et est porté à la connaissance du public.

Une affaire qui n'a pas été inscrite à l'ordre du jour ne pourra en aucun cas être examinée par le conseil municipal, exception faite des « questions diverses » éventuellement prévues. Ces « questions diverses » portent sur des questions d'importance mineure et ne peuvent faire l'objet d'une délibération.

Article 4 : Tenue des séances (CGCT, articles L.2121-14, L.2121-15 et L.2121-16)

Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le maire a seul la police de l'assemblée. Dans le cadre de ce pouvoir, il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui troublerait la sérénité des débats.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 5 : Publicité des séances (CGCT, article L.2121-18)

Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Lorsqu'une telle décision est prise, les personnes extérieures au conseil municipal sont tenues de se retirer.

Article 6 : Vote des délibérations (CGCT, article L.2121-20)

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner, à tout membre du conseil de son choix, pouvoir écrit de voter en son nom. Le pouvoir écrit comporte la désignation du mandataire et l'indication de la ou des séances pour lesquelles le mandat est donné.

Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. Cependant, en cas de scrutin secret, une telle égalité équivaut au rejet de la proposition.

Article 7 : Consultation des projets de contrats de service public et de marché (CGCT, article L.2121-12 alinéa 2)

Tout conseiller municipal a la possibilité de consulter à la mairie, les projets et documents relatifs aux contrats de service public et marchés envisagés par la commune, accompagnés de l'ensemble des pièces.

La demande de consultation des documents susmentionnés est à adresser à Monsieur le Maire

Les documents sont tenus à la disposition des conseillers municipaux dans les services compétents de la Mairie, aux heures ouvrables.

Durant la séance, les dossiers seront tenus à la disposition des membres de l'assemblée.

Article 8 : Questions orales (CGCT, article L.2121-19)

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général strictement communal et ne peuvent faire l'objet d'une délibération.

Chaque Conseiller ne pourra exposer plus de deux questions orales par réunion du Conseil.

Les questions orales devront être transmises par écrit au plus tard 72 h avant la séance du Conseil Municipal à Monsieur le Maire.

Dans ce cas, le conseil municipal procèdera à l'examen des questions orales en fin de séance et il y sera répondu oralement. Si besoin est, Monsieur le Maire ou l'élu en charge du dossier pourra revenir sur une question, au cours d'une séance ultérieure pour y apporter un complément d'information.

En cas d'absence du Conseiller, la réponse sera reportée à la séance suivante du Conseil Municipal.

L'exposé et l'examen des questions orales auront lieu à la fin de chaque séance du Conseil Municipal, dans l'ordre de présentation des questions. Si le nombre ou l'importance des questions le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet ou lors d'une séance ultérieure.

En cas de problème urgent, il pourra être fait exception à la règle, après accord à la majorité des membres présents.

CHAPITRE 2 : Commissions et comités consultatifs

Article 9 : Commissions municipales (CGCT, articles L.2121-22)

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Ces commissions ne peuvent émettre que des avis qui seront présentés à l'assemblée délibérante à l'occasion du vote des délibérations portant sur les affaires concernées.

Le maire est le président de droit de toutes les commissions. En cas d'absence ou d'empêchement, les commissions sont convoquées et présidées par le vice-président.

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation de chacune des listes en présence pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Article 10 : Fonctionnement des commissions municipales

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

La commission se réunit sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

Article 11 : Commission d'appel d'offres (CMP, article 22)

La composition de la commission sera conforme aux dispositions de l'article 22 du Code des Marchés Publics.

CHAPITRE 3 : Tenue des séances du conseil municipal

Article 12 : Présidence (CGCT, article L.2121-14)

Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Article 13 : Quorum (CGCT, article L.2121-17)

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 14 : Mandats (CGCT, article L.2121-20)

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a égalité des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Le mandant peut également faire parvenir son pouvoir au moins douze heures avant la séance par tout moyen à sa convenance.

Article 15 : Secrétariat de séance (CGCT, article L. 2121-15)

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Article 16 : Accès et tenue du public (CGCT, article L2121-18, alinéa 1^{er})

Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 17 : Séance à huis clos (CGCT, article L2121-18, alinéa 2)

Sur demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 18 : Police de l'assemblée (CGCT, article L2121-16)

Le maire a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Les téléphones portables devront être en mode veille.

CHAPITRE 4 : Débats et votes des délibérations

Article L 2121-29 du CGCT : Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre. Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 19 : Déroulement de la séance (CGCT, article L2121-29)

Le Maire, après constatation du quorum et proclamation de la validité de la séance, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Un membre du conseil peut également demander cette modification. Le conseil accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions.

Chaque point à l'ordre du jour est présenté oralement par le Maire ou par un rapporteur désigné par le Maire.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Article 20 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire.

Article 21 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 22 : Votes (CGCT, articles L.2121-20 et 2121-21)

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

En dehors du vote à main levée, le conseil municipal peut voter au scrutin public par appel nominal ou au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame.

Article 23 : Comptes rendus (CGCT, article L.2121-25)

Le compte rendu est envoyé aux conseillers municipaux dans les dix jours suivant la séance.

Un compte rendu succinct est affiché dans le panneau d'affichage situé à l'entrée de la mairie.

CHAPITRE 5 : Dispositions diverses

Article 24 : Bulletin d'information générale (CGCT, article L. 2121-27-1)

a) Le principe :

" Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale. Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal".

Ainsi le bulletin d'information comprendra un espace réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité et ce dans les conditions suivantes :

1/20ème de l'espace total de la publication sera réservé à la minorité du Conseil Municipal.

Pour un journal municipal comportant 20 pages, une page sera de la sorte réservée à la minorité du Conseil Municipal.

b) Modalité pratique

Le Maire ou la personne désignée par lui se charge de prévenir le ou les groupes représentés au sein du Conseil Municipal au moins 5 jours avant la date limite de dépôt en Mairie des textes et photos prévus pour le journal municipal.

c) Responsabilité

Le Maire est le directeur de la publication. La règle qui fait du directeur de publication l'auteur principal du délit commis par voie de presse est impérative. Elle signifie que le responsable de la publication a un devoir absolu de contrôle et de vérification qui, s'il n'est pas assuré dans sa plénitude, implique l'existence d'une faute d'une négligence ou d'une volonté de nuire. Par conséquent, le Maire, directeur de la publication, se réserve le droit, le cas échéant, lorsque le texte proposé par le ou les groupes d'opposition, est susceptible de comporter des allégations à caractère injurieux ou diffamatoire, d'en refuser la publication. Dans ce cas, le groupe (ou selon le cas, les groupes) en sera immédiatement avisé.

Article 25 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 26 : Autres

Pour toute autre disposition il est fait référence aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le présent règlement intérieur a été adopté par le conseil municipal de la commune d'AUPS, le 29 septembre 2020.

20 h 51 : Arrivée de Monsieur Bernard PANTEL

3 – GESTION DES LISTES ELECTORALES

Création de la commission de contrôle

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article R7 du code électoral, après chaque renouvellement intégral du conseil municipal, il y a lieu de composer la commission de contrôle chargée de la tenue des listes électorales et des listes complémentaires.

Il précise que :

- La commission de contrôle a deux missions :
 - Elle s'assure de la régularité de la liste électorale, en examinant les inscriptions et radiations intervenues depuis sa dernière réunion.
 - Elle statue sur les recours formés par les électeurs contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation prises à leur égard par le maire.
- Dans les communes de 1 000 habitants et plus, dans lesquelles deux listes ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, conformément à l'article L.19 du nouveau code électoral § VI, la commission est composée :
 - 1° De trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ;
 - 2° De deux conseillers municipaux appartenant à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale.
- Les membres de la commission seront nommés par le Préfet pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal.

A cet effet, il y a lieu de transmettre à Monsieur le Préfet, les noms des conseillers municipaux qui seraient prêt à participer aux travaux de la commission de contrôle. Par ailleurs, aucune disposition réglementaire ne s'oppose à la désignation de suppléants, dans les mêmes conditions que les titulaires.

Monsieur le Maire précise que les conseillers ont été contactés dans le courant de l'été pour connaître leur intérêt à participer aux travaux de la commission de contrôle. Mesdames FOTTORINO Régine, JAUBERT Monique, DAUPHIN Christine et Messieurs VIRY Roland, IVORA Gérard ont répondu favorablement.

Il propose qu'en plus des titulaires, il soit désigné des membres suppléants.

Monsieur le Maire demande à Monsieur GENDRY, s'il accepterait d'être membre suppléant de la commission. Monsieur GENDRY accepte.

Le Conseil à l'unanimité, désigne afin de participer aux travaux de la commission de contrôle :

↳ **Liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges :**

▪ Titulaires :

Madame FOTTORINO Régine, Conseillère municipale
Madame JAUBERT Léone Monique, Conseillère municipale
Monsieur VIRY Roland, Conseiller municipal

▪ Suppléants :

Madame BONAVENTURE Marie-Françoise, Conseillère municipale
Madame DARTUS Monique, Conseillère municipale
Monsieur MEYERE Xavier, Conseiller municipal

↳ **Deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges :**

▪ Titulaires :

Madame DAUPHIN Christine, Conseillère municipale
Monsieur IVORA Gérard, Conseiller municipal

▪ Suppléant :

Monsieur GENDRY Patrick, Conseiller municipal

4 – COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

Désignation de commissaires – Proposition d'une liste de contribuables, devant permettre à la direction des finances publiques de désigner les commissaires titulaires et leurs suppléants.

Vu le renouvellement général des conseils municipaux,

Vu l'article 1650-A du Code Général des Impôts,

Considérant que la Commission Intercommunale des Impôts Directs est composée du Président de l'EPCI et de dix membres,

Considérant que la Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon doit soumettre à la direction des finances publiques une liste de contribuables de l'EPCI répondant aux conditions posées par l'article 1650 susvisé,

Considérant que cette liste doit comporter suffisamment de noms afin que le directeur des finances publiques puisse désigner les dix commissaires titulaires et les dix commissaires suppléants, en nombre double,

Le Conseil à l'unanimité, décide de proposer au Conseil Communautaire :

1/ Pour la commune d'Aups, quatre membres titulaires et quatre membres suppléants qui seront susceptibles de siéger au sein de la commission intercommunale des impôts directs (CIID).

2/ Propose la liste des membres ci-dessous :

TITULAIRES : Monsieur Kevin BOUCHERY, Monsieur Benoît MEISSEL, Madame Sylvie VERBORGH et Monsieur Fabien GIACOMETTI.

SUPPLÉANTS : Monsieur Pierre MEISSEL, Monsieur Claude ARCHIER, Madame Anne-Laure HUGUES et Madame Danièle MELAN.

5 – STATION D'EPURATION

Convention relative à l'assistance technique

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée que la Commune était liée par convention avec l'Agence Régionale Pour l'Environnement (ARPE), pour l'assistance technique dans le domaine de l'assainissement collectif, de 2018 à 2020.

L'ARPE est devenue en 2019 Agence Régionale pour la Biodiversité et a abandonné la mission d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration en 2020.

Le Département propose désormais directement ce service aux communes.

Monsieur le Maire rappelle que la mission d'assistance consiste à :

- Mise en œuvre du diagnostic et du suivi régulier des ouvrages d'assainissement collectif, de dépollution des eaux usées et de traitement des boues,
- Validation et exploitation des résultats afin d'assurer, sur le long terme, une meilleure performance des ouvrages,
- Assistance pour la mise en place, le suivi et la validation de l'autosurveillance des installations.

La participation financière de la commune sera calculée, comme celle pratiquée par l'ARPE, selon le barème suivant : Barème par an et par habitant (population DGF N-1).

Pour l'année 2020, cette participation s'élèverait à : $2\,753 \times 0.60 \text{ €} = 1\,651.80 \text{ € HT}$.

Monsieur le Maire explique que dans le cadre d'un contrôle effectué par la DDTM, des travaux sont nécessaires pour garantir la conformité de la station d'épuration. Différentes propositions ont été faites pour améliorer son fonctionnement.

Madame DAUPHIN Christine demande si ce sont les travaux qui sont réalisés actuellement.

Monsieur le Maire répond par la négative.

Le Conseil à l'unanimité, sollicite l'assistance technique du DEPARTEMENT DU VAR dans le domaine de l'assainissement Collectif et autorise Monsieur le Maire à signer la convention s'y rapportant.

6 –PUP UCHANE

Convention servitude de passage HEINEN Marc

Monsieur le Maire indique aux membres de l'assemblée municipale qu'il est prévu dans le programme des équipements publics du Projet Urbain Partenarial PUP "Uchane Ouest" (approuvé par délibération n° 2018-66 du 12 juin 2018), la réalisation d'un bassin de rétention des eaux pluviales.

Ce bassin sera situé en limite nord-ouest de la propriété de Monsieur et Madame HEINEN et le débit de fuite du bassin et de sa surverse devra suivre l'écoulement naturel du site.

Afin de garantir une évacuation en toute sécurité, y compris pendant les événements pluvieux exceptionnels, une conduite d'évacuation des eaux d'écoulement sera réalisée sur la propriété de Monsieur et Madame HEINEN.

Pour construire ce réseau, une servitude de passage à travers les parcelles, cadastrées section D n° 526 et 527, appartenant à Monsieur et Madame HEINEN est nécessaire. En contrepartie, la Commune réalisera à ses frais :

- Un nouveau réseau d'eau potable pour l'alimentation de l'habitation
- Une conduite d'assainissement
- Une clôture grillagée de 1 m 80 sur la limite parcellaire Nord-Ouest
- La végétalisation du talus du bassin de rétention

Après plusieurs échanges, une convention pour autorisation de passage a pu être mise au point.

Monsieur le Maire la présente au Conseil Municipal.

Monsieur le Maire présente le dossier PUP Uchane Ouest dans son ensemble, donne le zonage et énumère les problématiques de cette zone.

Monsieur GENDRY Patrick demande le coût des travaux.

Monsieur le Maire précise que le coût du projet est estimé à environ 1 million d'euros et signale que le principe d'un PUP (Projet Urbain partenarial) est le financement de tout ou partie des équipements publics nécessaires au fonctionnement de l'opération d'urbanisme par des personnes privées (Promoteurs, constructeurs, propriétaires fonciers).

Ces équipements rendus nécessaires par l'opération d'aménagement, répondent aussi au besoin de futurs habitants ou usagers du projet.

Madame DAUPHIN Christine demande la date de commencement des travaux.

Monsieur le Maire indique qu'une modification du PLU est engagée pour modifier la répartition des zones IAUE et IAUDI. Concernant les travaux, les appels d'offres ne pourront être lancés qu'après la réception des études en cours.

Le Conseil à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer la convention pour autorisation de passage d'un réseau d'eau pluviale sur les parcelles, cadastrées section D n° 526 et 527 avec Monsieur et Madame HEINEN, ainsi que tous documents qui seront nécessaires à la formalisation et la mise en œuvre de cette convention

7 – FINANCES

☞ Ecole Primaire – Classe découverte

Monsieur le Maire informe les membres de l'Assemblée Municipale que Mesdames HERNANDEZ et LAURENT, Professeurs des Ecoles à l'Ecole Élémentaire d'AUPS, en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19, n'ont pu organiser la classe découverte à PALAVAS LES FLOTS (Hérault), en juin 2020, pour les élèves des classes de CP et CE1.

Elles soumettent à nouveau ce projet pour l'année scolaire 2020/2021 :

- Période : du 31 mai au 4 juin 2021
- Effectifs : 18 CP et 23 CE1 soit un total de 41 enfants et un adulte supplémentaire en plus des 2 enseignantes

Le coût prévisionnel du séjour comprenant hébergement en pension complète, activités (Fabrication de cerfs-volants, kayak), visites diverses et transport en bus aller-retour d'Aups, s'élèverait à ce jour à 14 356.15 €, soit 341.81 € le séjour par personne.

Monsieur le Maire précise que des animateurs seront mis à disposition par la commune et que le coût n'est pas inclus dans le prix du séjour indiqué ci-dessus.

Le Conseil à l'unanimité, fixe sous réserve de l'acceptation du séjour par l'Education Nationale, la participation communale à 150 € par enfant soit 43.88 % du séjour. Il que cette participation sera versée à la Coopérative scolaire sur présentation des factures acquittées ou des justificatifs de paiement, ainsi qu'un relevé d'identité bancaire et d'un état récapitulatif faisant ressortir le coût détaillé et le nombre d'élèves y participant.

☞ Cantine – Révision des tarifs suite à actualisation des tarifs par la Sté API

Monsieur le Maire rappelle que :

- par délibération en date du 26 Septembre 2007, a été instituée une régie de recette pour l'encaissement des repas cantine.
- les repas sont fournis par une centrale de restauration depuis la rentrée 2007/2008.

- et qu'en application du décret du 26 juin 2006, article 1^{er}, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge.

Monsieur le Maire rappelle les tarifs en vigueur, informe de l'augmentation de 2.56 % par le prestataire et propose de les modifier à compter du 1^{er} janvier 2021, comme suit :

	2019/2020	Au 1 ^{er} janvier 2021
- Ecole Maternelle	3.20 € le repas	3.30 € le repas
- Ecole Élémentaire	3.60 € le repas	3.70 € le repas
- Adultes / adolescents	4.45 € le repas	4.60 € le repas
- Adultes extérieurs à la collectivité	6.90 € le repas	7.10 € le repas
- Elèves d'autres établissements scolaires	3.60 € le repas	3.70 € le repas

Monsieur le Maire précise que le prix du repas ne prend pas en compte les frais annexes (Personnel, frais de fonctionnement des bâtiments, ...).

Le Conseil à l'unanimité, décide de modifier de cantine, à compter du 1^{er} janvier 2021, comme indiqué ci-dessus.

☞ *Covid-19 – Occupation domaine public à l'année et en zone piétonne*

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations n° 2013-16 du 22 mars 2013 et n° 2017-42 du 10 avril 2017 fixant les tarifs d'occupation du domaine public à l'année et en zone piétonne,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prolongeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,

Considérant les périodes :

- Du 16 mars 2020 au 11 mai 2020 : Période de confinement avec fermeture totale des commerces autres qu'alimentaire et activités listées dans le décret 2020-293 du 23 mars 2020
- A compter du 11 mai 2020 : Début de déconfinement et réouverture des commerces à l'exception des restaurants, café et bars,
- A compter du 2 juin 2020 : Réouverture des restaurants, café et bars

Considérant les mesures de confinement et des restrictions mises en place par le Gouvernement du fait de l'épidémie de COVID-19, Monsieur le Maire propose qu'il soit appliqué pour l'année 2020, sur les conventions d'occupation du domaine public, une exonération déterminée en fonction de la période et de l'activité exercée, de la manière suivante :

- Commerces avec terrasse : Exonération de 20 %
- Commerces sans terrasse : Exonération de 50 %

Cette exonération représente un coût estimé entre 7 000 € et 10 000 € environ pour la collectivité et permettra de soutenir l'économie locale.

Madame FOTTORINO Régine demande les différents prix de location au m².

Monsieur le Maire rappelle les tarifs en vigueur :

- Commerces avec terrasse : A l'année : 40 €/m² En zone piétonne : 30 €/m²
- Commerces sans terrasse : A l'année : 33 €/m² En zone piétonne : 24 €/m²

Monsieur GENDRY Patrick approuve l'initiative et l'application de ces pourcentages.

Le Conseil à l'unanimité, décide d'appliquer sur la redevance d'occupation du domaine public, au titre de l'année 2020, une exonération déterminée de la manière suivante :

- Commerces avec terrasse : 20 % sur le montant annuel de la redevance
- Commerces sans terrasse : 50 % sur le montant annuel de la redevance

⇨ *Droit d'eau – Abrogation de la délibération de 1898.*

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée municipale le courrier de la SCI POMPONNETTE en date du 16 mars 2020 demandant à bénéficier du droit d'eau institué par délibération du 19 juin 1898 et figurant dans l'acte d'acquisition de sa propriété.

Il dit qu'il a pris contact avec la SEERC, société fermière des réseaux d'eau et d'assainissement de la Commune et demande à Monsieur le Maire d'intervenir afin que son droit soit pris en considération.

Monsieur le Maire précise qu'il a consulté le cabinet d'avocats de la Commune, LLC et Associés, sis à LA VALETTE DU VAR, pour étudier ce dossier et déterminer qu'elle suite à donner sur la requête de la SCI POMPONNETTE.

Tous deux, font ressortir l'évolution de la loi, qui aux termes de l'article L.2224-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, rendent illégale une telle gratuité :

"Toute fourniture d'eau potable, quel qu'en soit le bénéficiaire, fait l'objet d'une facturation au tarif applicable à la catégorie d'usagers correspondante, les ménages, occupants d'immeubles à usage principal d'habitation, pouvant constituer une catégorie d'usagers. Les collectivités mentionnées à l'article L. 2224-12 sont tenues de mettre fin, avant le 1er janvier 2008, à toute disposition ou stipulation contraire. Le présent article n'est pas applicable aux consommations d'eau des bouches et poteaux d'incendie placés sur le domaine public."

En application de la loi, la délibération du 19 juin 1898 est devenue illégale.

Monsieur GENDRY Patrick informe que le droit d'eau était acté.

Monsieur le Maire précise que lors de l'entrevue avec l'avocat de la Commune ce jour, celui-ci lui a confirmé l'obligation d'annuler la délibération de 1898.

Il indique qu'il a reçu Monsieur VIVALDA qui règle déjà les factures d'eau et qui souhaite se raccorder à la source de Vallauri. Ce qui ne pose aucun problème puisqu'à l'occasion des travaux de l'Avenue Victor Maria, une canalisation a été mise en place jusqu'à l'entrée du porche.

Monsieur le Maire invite le Conseil à procéder à l'abrogation de ladite délibération.

Le Conseil à l'unanimité, abroge la délibération du 19 juin 1898 octroyant des droits sur l'utilisation de l'eau de Vallauri.

8 – SYMIELECVAR

Travaux Eclairage public RD 557

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée municipale, les éléments suivants :

- Conformément à l'article L.5212-26 du CGCT modifié par l'article 259 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018, les travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SYMIELECVAR, peuvent faire l'objet de la mise en place d'un fonds de concours sous réserve de délibérations concordantes des deux collectivités.
- Le plan de financement des travaux est précisé dans le bon de commande joint à la présente.

- Le montant du Fonds de Concours à mettre en place est plafonné à 75 % de la participation calculée sur le montant HT de l'opération et peut être inscrit en section d'investissement au compte 2041 : Subventions d'équipements aux organismes publics.

Montant du Fonds de Concours : 27 355.00 €

- Les conditions de versement de la participation sont précisées dans le bon de commande signé des deux parties.

Madame DAUPHIN Christine demande si l'éclairage actuel est provisoire ou définitif.

Monsieur le Maire précise qu'il est provisoire en attendant la pose de candélabres, côté stade.

Le Conseil à l'unanimité, décide de prévoir la mise en place d'un Fonds de Concours avec le SYMIELECVAR, d'un montant de 27 355.00 € afin de financer 75 % de la participation à l'opération du SYMIELECVAR réalisée à la demande de la Commune – Projet RD 557 – Dossier n° 2984 – Programme TVX EP – 2020.

Il est précisé que les montants portés sur cette délibération sont estimatifs et qu'un état précis des dépenses et recettes réalisées par le SYMIELECVAR en fin de chantier, servira de base de calcul de la participation définitive de la Commune.

Le solde de l'opération (25 % des travaux HT et la TVA) est financé sur le budget Communal.

9 – PANNEAU D'INFORMATION

Choix suite à consultation

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée :

- La délibération n° 2020-12 en date du 11 février 2020 ayant décidé, sous réserve de l'avis des bâtiments de France, l'acquisition d'un panneau d'information électronique devant être installé à l'angle du jeu de boules et de l'accès desservant les aires de stationnement.
- La délibération n° 2020-91 en date du 10 juillet 2020 abrogeant la délibération n° 2020-12 et approuvant le projet de panneau à l'intérieur de la vitrine du bâtiment de l'ancien hospice.

Après consultation, trois offres sont parvenues en Mairie : Lumiplan, ID Système et Fauché Digital Solutions.

Ces offres ont été analysées et présentent les caractéristiques suivantes :

↳ Lumiplan :

Matériel, logiciel et mise en service : 12 488.00 € HT

(Ecran LCD 75 pouces Ultra HD)

Garantie : 24 mois pièces et main d'œuvre sur site

↳ ID Système :

Matériel et mise en service : 12 000.00 € HT

(Ecran Led 75 pouces professionnel Ultra HD)

Garantie – Maintenance : 2 ans pièces et main d'œuvre

Hébergement sur serveur Web : 180.00 € par an

↳ Fauché Digital Solutions :

Matériel, logiciel et mise en service : 3 700.48 € HT

(Ecran LCD avec rétroéclairage LED 75 pouces Ultra 4K HD)

Garantie de base : 2 ans avec possible extension de 3 ans : 300.00 € HT

Contrat de maintenance : 650.00 € HT par an

Madame DAUPHIN Christine demande pourquoi le panneau n'est pas posé en entrée de commune.

Monsieur HUGOU Rémy fait ressortir le risque accidentogène.

Le Conseil, par 15 voix POUR, 3 voix CONTRE (*DAUPHIN Christine, GENDRY Patrick, IVORA Gérard*) et 1 abstention (*VIRY Roland*), décide l'acquisition d'un panneau d'information électronique, qui sera installé à l'intérieur de la vitrine du bâtiment de l'ancien hospice.

Retient l'offre de la Société FAUCHE DIGITAL SOLUTIONS pour un montant de 3 700.48 € HT et 300 € HT de garantie, soit un total de : 4 000.48 € HT.

Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

Dit que la dépense sera prélevée au Budget de l'exercice, article 2158 – Opération 14.

10 – PERIMETRE DES BATIMENTS DE FRANCE

Rapport du commissaire enquêteur

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée Municipale la délibération n° 2019-88 en date du 27 septembre 2019 émettant un avis favorable sur le projet de redéfinition d'un périmètre dit "délimité" plus adapté aux enjeux spécifiques de chaque monument historique et de chaque territoire que le périmètre commun du rayon de 500 mètres autour des monuments historiques.

L'enquête publique s'est déroulée du 29 juin 2020 au 17 juillet 2020, en plus du dossier d'enquête disponible au secrétariat de la Mairie, trois permanences ont été tenues par le commissaire-enquêteur en Mairie.

Monsieur le Maire donne lecture du rapport d'enquête et des conclusions du commissaire-enquêteur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L621-30, L621-31 et R.621-93,

Vu la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (Loi dite SRU),

Vu la Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP),

Vu les arrêtés ministériels classant l'Eglise Saint Pancrace, la Tour de l'Horloge, le Cadran solaire Rue Voltaire et la Fabrique de l'Abbé Jean, parmi les monuments historiques,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2020 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) pour les monuments historiques de la Commune, qui s'est déroulée du 29 juin 2020 au 17 juillet 2020,

Considérant les conclusions du commissaire-enquêteur à l'issue de l'enquête publique ne justifiant pas de modification du projet de PDA,

Après en avoir délibéré, le Conseil à l'unanimité,

Prend acte des conclusions du Commissaire-enquêteur.

Approuve le Périmètres Délimités des Abords des monuments historiques suivants : Eglise Saint Pancrace, Tour de l'Horloge, Cadran solaire Rue Voltaire et la Fabrique de l'Abbé Jean.

Dit qu'à réception de l'arrêté préfectoral portant création du périmètre délimité des abords des monuments historiques, annexera celui-ci par une mise à jour du plan local d'urbanisme en tant que servitude d'utilité publique

11 – DOMAINE ET PATRIMOINE

☞ ENEDIS : Dans le cadre du renforcement des réseaux - Convention de mise à disposition

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée Municipale que :

ENEDIS a sollicité une autorisation d'occupation d'une portion de terrain d'une superficie de 15 m², issue de la

parcelle communale, cadastrée section G n° 738, lieudit “Le Parama”, d’une superficie totale de 2 328 m².

Cette portion de terrain est destinée à l’installation d’une armoire de coupure CADE 2 et de tous ses appareils accessoires, conformément au plan ci-joint, qui seront entretenus et renouvelés par ENEDIS, en vue d’améliorer la desserte et l’alimentation du réseau électrique de distribution publique.

La durée de la convention est conditionnée à la durée des ouvrages et de tous ceux qui pourraient leur être substitués. Dans le cas d’une désaffectation définitive des installations, la convention deviendrait caduque et ENEDIS fera son affaire de l’enlèvement des ouvrages.

A titre de compensation des droits concédés, ENEDIS versera une indemnité unique et forfaitaire de trois cents euros (300 €).

La pose de ces installations ne compromettant pas l’utilisation de la parcelle susmentionnée faisant partie du domaine privé de la commune, Monsieur le Maire propose d’accorder cette mise à disposition.

Le Conseil à l’unanimité, décide d’accorder à ENEDIS une autorisation d’occupation d’une portion de terrain d’une superficie de 15 m², issue de la parcelle communale, cadastrée section G n° 738, lieudit “Le Parama”, d’une superficie totale de 2 328 m², conformément au plan ci-joint, en vue de l’installation d’une armoire de coupure CADE 2 et de ces accessoires, en vue d’améliorer la desserte et l’alimentation du réseau électrique de distribution publique.

Dit que les frais d’acte notarié et de publication au service de la publicité foncière, seront à la charge d’ENEDIS et autorise Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition avec ENEDIS, l’acte notarié et tout document y afférent.

☞ *Acquisition foncière – Engagement procédure et autorisation de signature*

Monsieur GENDRY Patrick, Conseiller Municipal, intéressé par l’affaire débattue se retire de la séance et ne prend pas part au vote.

Monsieur le Maire rappelle :

- L’emplacement réservé n° 31 “Création d’une aire de stationnement paysagée”, inscrit au PLU.
- La délibération n° 2019-119 en date du 3 décembre 2019, décidant d’engager la procédure d’acquisition à l’amiable des parcelles cadastrées section A n° 293 et 460, lieudit “La Grave”, d’une contenance totale de 6 825 m², appartenant à Monsieur RODRIGUES Jean-Marie, suite à la proposition émise par l’intermédiaire de Maître AULAS, notaire à Saint Genest Lerpt (Loire).

Après plusieurs entrevues entre la Mairie et Monsieur GENDRY, représentant l’agence immobilière Verdon Immobilier de Régusse (Var), en charge de la vente, Monsieur RODRIGUES Jean-Marie serait vendeur des parcelles, cadastrées section A n° 293, 295, 459 et 460, lieudit “La Grave”, d’une contenance totale de 12 023 m², au prix de 500 000 €.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2241-1 et suivants,

Vu le Plan Local d’Urbanisme de la commune d’Aups approuvé le 17 juin 2013 et modifié le 21 janvier 2014,

Vu l’emplacement réservé n° 31, inscrit au Plan Local d’Urbanisme, portant sur une partie de cet ensemble immobilier,

Vu le projet de création d’un parking non imperméabilisé à l’entrée nord du village pour favoriser l’axe de pénétration par le haut et redynamiser le centre-bourg répondant à une véritable nécessité pour la commune, Dans l’attente de l’estimation de France Domaine,

Après en avoir délibéré, le Conseil par 15 voix POUR, 3 voix CONTRE (*DAUPHIN Christine, IVORA Gérard, POCLET Cécile*) et 0 abstention,

Décide de poursuivre la procédure d’acquisition à l’amiable des terrains cadastrés section A n° 293, 295, 459 et 460, d’une superficie de 12 023 m², appartenant à Monsieur RODRIGUES Jean-Marie.

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant en la personne de Madame Marlène ROUX, 2^{ème} adjointe au Maire, à mener à bien toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette acquisition et à signer tout acte s'y rapportant.

Charge l'étude de Maître MENARD, notaire à Aups (Var), de nous représenter dans le cadre de cette acquisition.

Précise que cette acquisition serait prélevée sur les fonds propres de la commune.

12 – DECISIONS DU MAIRE

☞ *Tx Extérieur de la MSP : Avenant à la convention de répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre pour un montant de 12 951.67 € HT, se répartissant comme suit : 6 025 € HT pour la Commune d'Aups et 6 926.67 € HT pour la CCLGV.*

☞ *Tribunal Judiciaire : Décision d'ester en justice – Dossier DONAT c/THILL*
Pour information, un référé sur la question du droit d'usage a condamné Monsieur THILL mais la procédure se poursuit sur la question du fond.

☞ *Tx PUP Saint Pierre : Attribution Tx de réseaux à l'entreprise POURRET Didier pour un montant de 49 582.38 € HT.*

☞ *Vidéoprotection : Attribution du marché au Groupement d'entreprises CIRCET et SECURITAS TECHNOLOGIES pour un montant de 92 803.00 € HT.*

13 - QUESTIONS DIVERSES

▪ Questions orales :

☞ De Madame Christine DAUPHIN

Pouvez-vous faire le point sur le lotissement les Oliviers ?

Monsieur le Maire fait un résumé de la situation et précise que ce bien appartient toujours à la commune et qu'aucun engagement ou contrat ne lie la commune et un tiers.

La séance est levée à 22 heures 30.

Madame Christine DAUPHIN indique *qu'au point 9 – Panneau d'information*, les trois élus qui ont voté contre, ne s'opposent pas au choix du prestataire mais sont contre la localisation du panneau et qu'ils souhaitent donc s'abstenir.

Le secrétaire,
Marlène ROUX

Le Maire,
Antoine FAURE